

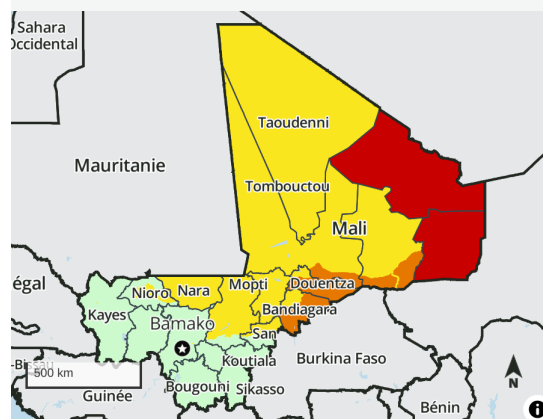
Insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) persiste à Ménaka et Kidal

Messages clé

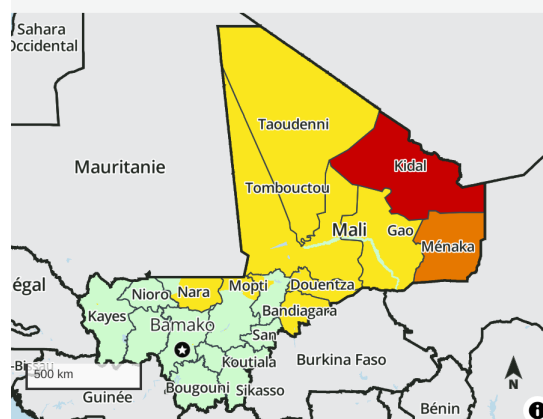
- **Les déficits importants de consommation soutiennent des résultats d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) en cours dans les régions de Kidal¹ et de Ménaka**, en raison de la persistance de l'insécurité qui continue de perturber fortement les moyens d'existence, les marchés et l'accès aux aliments. À Ménaka, une amélioration vers des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) est attendue à partir d'octobre grâce à la disponibilité des récoltes, des produits de cueillette. En revanche, les résultats d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) devraient se maintenir à Kidal jusqu'en janvier 2027 avec les fortes perturbations des activités économiques et le dysfonctionnement voire l'arrêt des marchés.
- **Le nombre de personnes en besoin est estimé entre 2 et 2,49 millions de personnes, avec le pic entre juillet et septembre.** La combinaison des impacts des crises d'insécurité, d'électricité et de carburant ainsi que les prix élevés des aliments dans un contexte de faibles revenus ont contribué à la hausse du nombre de personnes en besoin par rapport à la moyenne.
- **Dès octobre, les récoltes, les paiements en nature et la baisse saisonnière des prix amélioreront l'accès aux denrées alimentaires.** Toutefois, dans les zones affectées par les conflits, la détérioration des moyens d'existence et les perturbations persistantes liées à l'insécurité continueront de contraindre les ménages à recourir à des stratégies d'adaptation pour couvrir leurs besoins essentiels, entraînant le maintien des résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC).
- **Une baisse des productions agricoles est probable dans certaines zones du sud et de l'ouest du pays** avec les prévisions pluviométriques inférieures à la moyenne au sud et centre du pays, la persistance de l'insécurité et des contraintes d'accès aux intrants agricoles. La baisse de superficies et rendements liée aux difficultés d'accès aux champs, au déplacement de populations réduiront les productions de céréales de façon localisée particulièrement dans les zones d'insécurité.

L'analyse présentée ici est basée sur les informations disponibles au 22 juin 2026.

Résultats projetés de l'insécurité alimentaire aiguë au niveau de la zone, juin - septembre 2026



Résultats projetés de l'insécurité alimentaire aiguë au niveau de la zone, octobre 2026 - janvier 2027



IPC 3.1 acute food insecurity classification

Sub-national level data

1 : Minimale	3 : Crise	5 : Famine
2 : Stress	4 : Urgence	

Symbols

! Serait probablement au moins une phase pire sans l'assistance alimentaire humanitaire actuelle ou prévue

Les classifications de FEWS NET sont compatibles avec l'IPC. L'analyse compatible avec l'IPC suit les protocoles clés de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire. Pour la divulgation complète, voir les notes à la fin du texte.

Source: FEWS NET

Contexte de la sécurité alimentaire

L'insécurité et les conflits qui secouent les régions nord et centre du Mali depuis 2012 se sont étendus à d'autres parties du pays. Le conflit, né de revendications séparatistes dans le nord par des groupes rebelles, s'est aggravé autour de 2015 avec l'intensification des activités de l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS) et de Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM). Bien que le JNIM reste principalement actif dans les régions du nord et centre du Mali, ses opérations se sont progressivement étendues aux zones sud et ouest, notamment les régions de Kayes, Nioro, Koulikoro, Nara, Kita, Bougouni, Koutiala, Dioïla, Ségou, San et Sikasso, tout au long de l'année 2025. Depuis septembre 2025, le JNIM cible également les convois de carburant en provenance de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, réduisant fortement l'approvisionnement du pays en carburant dans le sud et l'ouest du Mali et une hausse des coûts des transports. Ces conditions ont perduré en 2026. Au nord, les combats persistants entre les Forces Armées Maliennes (FAMA) et le Front de Libération de l'Azawad (FLA) depuis 2023 ont entraîné une escalade de la violence suivie de violences intercommunautaires. Les déplacements inhabituels de populations voire des abandons de villages, à la suite des repressions des groupes armés qui se poursuivent, continuent de perturber les marchés et dégrader les moyens d'existence des ménages particulièrement dans la zone des trois frontières avec le Niger et le Burkina Faso communément appelée la région du « Liptako-Gourma ». Une intensification des offensives militaires des FAMA avec l'appui de ses partenaires de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) et Africa Corps est en cours à travers le pays dans le cadre de la sécurisation des populations et de leurs biens.

Le 25 avril 2026, le JNIM et le FLA ont lancé une offensive coordonnée dans le nord, le centre et le sud du Mali, entraînant une forte escalade du conflit, et touchant 6 régions du pays. La déclaration du JNIM d'un blocus sur Bamako a perturbé les corridors d'approvisionnement clés, entraînant des crises aiguës de carburant et une baisse des flux commerciaux dans plusieurs régions. Les attaques des groupes armés, les affrontements avec l'armée et les frappes de drones de l'armée sur des positions du JNIM et du FLA se sont poursuivis jusqu'en juin, principalement dans les régions de Gao, Mopti, Kayes, Koulikoro, Tombouctou, Kidal et Ménaka.

Le conflit prolongé a eu un impact considérable sur l'agriculture et l'élevage, principaux moyens d'existence de la population malienne. Les ménages agricoles dépendent fortement de l'agriculture vivrière (mil, sorgho, maïs et riz). En plus de leur forte vulnérabilité aux chocs climatiques, tels que les inondations et la sécheresse, le conflit en cours perturbe la production agricole, les activités socioéconomiques, ainsi que l'accès aux marchés et leur fonctionnement. Pour les ménages pasteurs, l'impossibilité de suivre les itinéraires habituels de transhumance compromet la santé animale et la productivité du bétail. Les populations du nord dépendent fortement des flux commerciaux en provenance des zones excédentaires du sud et du centre du pays et des pays voisins tels que l'Algérie et la Mauritanie pour la majorité de leurs besoins alimentaires de base. Bien que la majorité de la population réside dans les zones de production du sud et reste relativement moins affectée par le conflit, une extension progressive du conflit est observée dans cette partie et entraîne de plus en plus des perturbations localisées des marchés et des routes commerciales.

Ces chocs ont fortement perturbé les variations saisonnières typiques dans le nord et centre du Mali.

L'insécurité persistante a perturbé les activités agropastorales, entraînant une baisse localisée de la production agricole due à l'abandon des champs. Au cours du mois de juin, les ménages des régions du sud, du centre et de l'ouest procèdent aux semis pour la principale campagne agricole en cours. La période de soudure a commencé et les ménages dépendent de plus en plus des marchés pour leurs besoins alimentaires. Cependant, l'accès réduit aux aliments lié à l'épuisement précoce des stocks, aux perturbations des flux commerciaux et aux prix élevés des céréales maintiendra les besoins alimentaires élevés dans le nord et le centre du Mali.

En savoir plus

Les liens suivants fournissent des informations supplémentaires :

- Dernier [Mali Rapport sur les Perspectives sur la Sécurité Alimentaire : février 2026 – septembre 2026](#)
- Dernier [Mali Mise à jour des Perspectives sur la Sécurité Alimentaire : avril 2026 – septembre 2026](#)
- Dernier [Mali Mise à jour des messages clés : mai 2026](#)

- Aperçu de [la méthodologie de développement de scénarios de FEWS NET](#)
- L'approche de FEWS NET pour estimer [la population dans le besoin](#)
- Aperçu [des analyses IPC et IPC-compatible](#)
- L'approche de FEWS NET en [matière d'analyse de l'assistance alimentaire humanitaire](#)

Anomalies actuelles des conditions de sécurité alimentaire en juin 2026

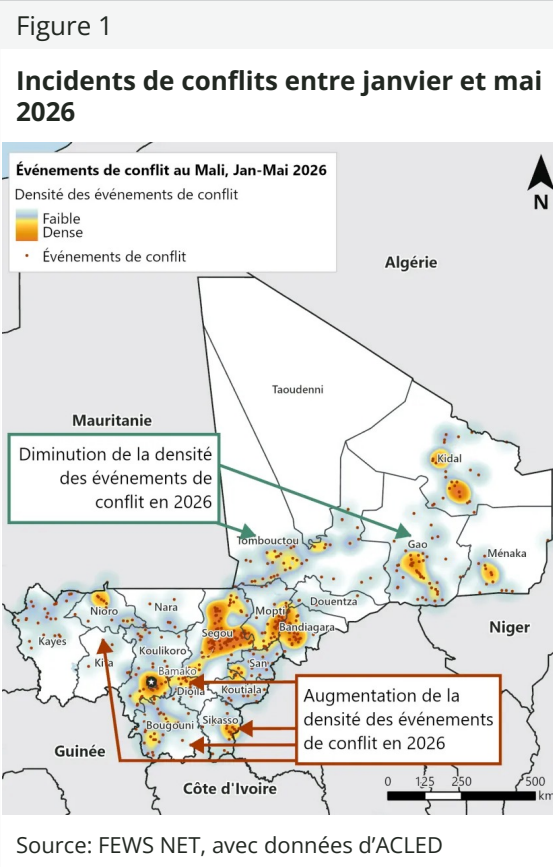
L'escalade des incidents sécuritaires depuis les attaques du 25 avril 2026 a entraîné une intensification des offensives militaires. À Kidal et Ménaka, le [renforcement](#) de la surveillance militaire se poursuit, suivi de bombardements aériens pour limiter les infiltrations. Dans la bande frontalière avec la Mauritanie dans les régions de Ségou, Koulikoro, Nara et Niolo, les [attaques](#) de groupes armés continuent d'être signalées (Figure 1). Avec le blocus annoncé par le JNIM sur Bamako en avril, les attaques suivies d'incendies de véhicules sur les principaux corridors reliant Bamako à certaines grandes villes ont été observées en mai et juin et perturbent les flux d'approvisionnement en denrées, particulièrement dans les régions de Kayes et Niolo.

Les déplacements de populations se poursuivent à la suite des attaques de groupes armés dans le centre et nord du pays. À Kidal, les départs de populations de la ville vers les campements à l'intérieur de la région ou d'autres régions, voire en Algérie depuis le 25 avril, se poursuivent avec l'intensification des attaques des groupes armés et les offensives militaires dans la région. Aussi, environ **4 257** nouveaux réfugiés du Burkina Faso enregistrés en fin mai à Koro (région de Bandiagara), rehaussent le nombre à plus de 70 000 personnes selon le [UNHCR](#). La perte d'autonomie, d'activités et de biens réduit la capacité économique des ménages déplacés et réfugiés.

En juin, en réponse à l'intensification des activités des groupes armés, le gouvernement a [interdit l'utilisation des motos de grosse cylindrée](#) et l'accès à une trentaine de forêts. Les ménages s'adaptent en utilisant des motos plus petites et des charrettes pour accéder aux champs et transporter les produits vers les marchés.

La campagne agricole 2026/27 démarre dans un contexte de perspectives pluviométriques défavorables dans les zones de production du sud et centre, de contraintes persistantes d'insécurité et d'accès aux intrants agricoles. Malgré un démarrage normal de la saison des pluies, les précipitations de juin [sont restées moyennes à inférieures à la moyenne](#) dans les zones agricoles du sud. Par ailleurs, les prix des engrais en fin avril par rapport à février présentaient des hausses de 13 pour cent (DAP), 25 pour cent (urée) et 27 pour cent (NPK), selon des informateurs clés à Bamako, à cause de l'escalade au Moyen-Orient. Ces facteurs limitent les superficies de cultures dépendantes des engrais (maïs, riz et coton) au profit d'autres comme le niébé ou le mil/sorgho, tout en maintenant des opportunités de revenus pour les ménages pauvres grâce aux activités agricoles en cours.

Dans les zones d'insécurité (déplacements de populations et perturbations des activités), les ménages pauvres font face à un accès limité aux intrants agricoles ainsi qu'à une demande réduite de main-d'œuvre. En conséquence, les opportunités de revenus restent inférieures à la normale.



Les récoltes en cours des cultures de contre-saison de riz dans les régions de Ségou, Mopti et Tombouctou améliorent les disponibilités du riz dans le pays, l'accès et le revenu des ménages agricoles. **Les rendements sont moyens à inférieurs à la moyenne** à cause des problèmes d'intrants, y compris le carburant pour l'irrigation.

Bien que les conditions d'élevage se soient améliorées grâce aux pluies enregistrées, **les vols/enlèvements et les perturbations de la transhumance** dans les zones pastorales et agropastorales du centre et du nord du pays ont entravé l'accès aux pâturages, **réduisant la reprise des productions animales**.

Dans les zones d'insécurité, la crise de carburant, d'électricité et d'insécurité ont entraîné une hausse du coût du transport et des prix des biens de première nécessité. Selon les informateurs clés, les difficultés liées à la disponibilité du carburant et la hausse de son prix de plus de 100 pour cent par rapport aux prix officiels — en particulier dans le nord, à Tombouctou (128 pour cent), Gao (71 pour cent) et Ménaka (185 pour cent) — réduisent, comme ailleurs dans le pays, la mobilité des personnes, les activités économiques et les revenus des ménages.

La baisse saisonnière de l'approvisionnement en céréales locales est plus marquée qu'en année typique en raison de la crise de carburant, des attaques sur les principaux corridors et de la hausse du prix des transports. Malgré la disponibilité des céréales locales et des prix globalement proches de la moyenne dans le pays, la disponibilité des denrées reste toutefois nettement inférieure à la moyenne au nord. Dans les régions de Ménaka, Gao, Tombouctou et Kidal, les perturbations imposées par les groupes armés sur les principaux axes d'approvisionnement persistent, réduisant significativement l'approvisionnement des marchés dans ces zones, particulièrement à Kidal où des pillages de **boutiques** et des pénuries sont signalés. Sur la plupart des marchés des capitales régionales, le prix des principales céréales de base (mil, sorgho, maïs, semoule de blé) par rapport à la moyenne est stable ou en baisse. Cependant, à Ménaka et Kidal, ces céréales sont en hausse respectivement de 32 pour cent et de 60 pour cent, selon les informateurs clés et AVASAN. À Bamako, la tentative de blocus a perturbé l'approvisionnement en produits importés, faisant grimper les prix de certaines denrées alimentaires importées.

Assistance alimentaire humanitaire

Les opérations d'assistance humanitaire suspendues après les attaques coordonnées du 25 avril 2026 ont progressivement repris dans la majeure partie du pays en mai, à l'exception des régions de Kidal et Ménaka. Les assistances alimentaires se poursuivent auprès des ménages déplacés et réfugiés et aussi des personnes en besoin particulièrement dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao. D'avril à mai 2026, le **PAM** en coordination avec UNHCR et le gouvernement a apporté une assistance alimentaire à 132 000 personnes dont 82 400 réfugiés et 24 600 déplacés internes au centre et au nord du pays. Toutefois, l'insécurité persistante et la faible mobilisation des finances, estimée à 7 pour cent (**OCHA**) au 22 juin, limitent l'accès et le volume des assistances. Dans les régions de Kidal et de Ménaka, l'assistance alimentaire est **fortement réduite**, voire suspendue en raison de la situation sécuritaire.

Résultats actuels de l'insécurité alimentaire en juin 2026

L'insécurité alimentaire s'est davantage détériorée dans la région de Kidal, où des résultats d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) sont désormais observés, tandis que les résultats d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) persistent dans la région de Ménaka avec une augmentation du nombre de personnes en besoin. Dans ces zones, la forte baisse des approvisionnements des denrées alimentaires et des pénuries observées sur certains marchés combinées aux prix déjà élevés et à la baisse importante des revenus, réduisent considérablement l'accès des ménages aux aliments en cette période de soudure. À Kidal, le fonctionnement des marchés est fortement perturbé voire à l'arrêt, avec un approvisionnement extrêmement réduit, lié à la réduction significative voire l'arrêt des flux commerciaux venant d'Algérie et du reste du pays via Gao. La consommation alimentaire connaît une dégradation saisonnière mais plus marquée avec des écarts importants. En raison des perturbations sécuritaires plus aiguës à Kidal qu'à Ménaka, où les prix des denrées sont en hausse de 60 pour cent par rapport à la moyenne, les activités économiques pratiquement à l'arrêt, la proportion de ménages en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) est probablement plus élevée à Kidal.

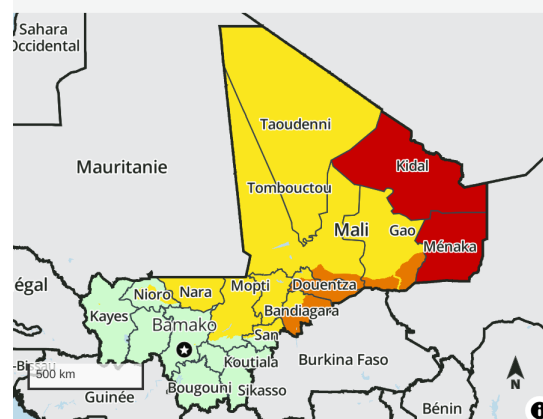
Le recours atypique aux stratégies de consommation de réduction du volume, du nombre de repas contribuera à aggraver les déficits de consommation et détériorer la situation nutritionnelle nettement au-dessus de celle d'une année typique. Les ménages font également recours à des stratégies d'adaptation, notamment la vente de l'ensemble de leur bétail et de leurs biens productifs, entraînant une dégradation de leurs moyens d'existence. Les ménages pauvres dépendent de la solidarité et de la mendicité. Dans ces deux régions, une proportion faible de personnes en Catastrophe (Phase 5 de l'IPC) est probable où les ménages pauvres vivent de la mendicité, de la solidarité locale à cause des difficultés énormes d'accès aux aliments.

Dans les zones d'insécurité du Liptako Gourma, couvrant des parties de Gao, Mopti, Bandiagara, Douentza et de Tombouctou, la consommation alimentaire se détériore avec la persistance des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) depuis mai avec l'installation de la période de soudure. Les déplacements, l'accès limité aux champs et aux marchés, les pertes de bétail et la présence de réfugiés burkinabè aggravent la situation alimentaire, contrairement aux zones moins touchées par l'insécurité où les marchés sont plus fonctionnels et la mobilité moins restreinte. La soudure précoce, la forte dépendance des ménages aux marchés et la baisse des revenus engendrent un recours atypique aux stratégies de réduction des dépenses non alimentaires, à la vente inhabituelle de bétail et aux emprunts pour satisfaire les besoins alimentaires. Malgré les faibles revenus et aliments tirés des activités agricoles, de la cueillette et des productions animales, la consommation alimentaire reste dégradée à cause de la réduction du nombre, de la quantité et de la qualité des repas. Les ménages pauvres sont incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires qu'en ayant recours aux stratégies d'adaptation de dépendance aux revenus des migrants, à la main-d'œuvre agricole disponible, aux produits de cueillette, à la vente de biens/équipements et à la solidarité.

Les ménages déplacés pauvres et les réfugiés dans cette zone sont en Crise (Phase 3 de l'IPC) à Urgence (Phase 4 de l'IPC). Leur situation est plus critique, car ils dépendent fortement de la solidarité communautaire et de l'assistance humanitaire. Ils connaissent une forte dégradation de leur consommation alimentaire liée à la réduction drastique de la quantité et du nombre des repas et sont dépendants parfois de la mendicité.

Dans les autres parties de Gao, Mopti, Bandiagara, Douentza, Taoudenni, et aussi le nord de Ségou, San, Nara, et Nioro, où les incidents sécuritaires sont moins fréquents et les marchés plus fonctionnels, la situation alimentaire demeure globalement en Stress (Phase 2 de l'IPC) avec une proportion de population, notamment les

Résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë au niveau de la zone, juin 2026



IPC 3.1 acute food insecurity classification

Sub-national level data

1 : Minimale 3 : Crise 5 : Famine
2 : Stress 4 : Urgence

Symbols

Serait probablement au moins une phase pire sans l'assistance alimentaire humanitaire actuelle ou prévue

Les classifications de FEWS NET sont compatibles avec l'IPC. L'analyse compatible avec l'IPC suit les protocoles clés de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire. Pour la divulgation complète, voir les notes à la fin du texte.

Source: FEWS NET

déplacés et les plus pauvres en Crise (Phase 3 de l'IPC). La baisse des revenus liée à l'insécurité et à la crise de carburant, réduisent la capacité des ménages à couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires. Bien que les ménages subissent également la baisse des revenus agricoles et pastoraux, les conditions d'accès aux marchés, la mobilité et les activités économiques y sont relativement meilleures. En conséquence, les stratégies d'adaptation restent moins sévères que dans le Liptako Gourma, même si la consommation alimentaire reste limitée par une réduction de la qualité et de la diversité des repas.

Les centres urbains à travers le pays, en particulier Bamako et les capitales régionales, sont en Stress (Phase 2 de l'IPC). Les ménages pauvres des centres urbains connaissent une baisse de leur pouvoir d'achat liée au renchérissement du coût de la vie causé par les impacts combinés de la crise d'électricité, de carburant et de la hausse des prix. La baisse des opportunités d'emplois liée à ces facteurs engendre une réduction importante des revenus ne permettant plus aux ménages pauvres de satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires et non alimentaires. Ainsi, face à des prix en hausse sur le marché, ils font recours aux emprunts, à la réduction des dépenses non alimentaires et à la solidarité des parents/amis, voire aux ventes de biens/équipements pour accéder à la nourriture. Une faible proportion des populations déplacées et très pauvres dans les principales villes telles que Bamako, Ségou, San, Mopti, Gao, Tombouctou, sont en Crise (Phase 3 de l'IPC). Ces ménages connaissent des difficultés à la suite de la perte de leurs avoirs et de la précarité de leurs moyens d'existence.

La plupart des zones agricoles du sud restent en situation Minimale (Phase 1 de l'IPC) grâce à la disponibilité moyenne des stocks des dernières récoltes, bien qu'en baisse par endroits, des produits issus de la rémunération en nature et aux prix des denrées de base similaires ou inférieurs à la moyenne quinquennale. Cependant, pour certains ménages pauvres, l'insécurité persistante et la crise du carburant réduisent les revenus, en les amenant à une intensification de la main-d'œuvre agricole, à la migration et à la réduction des dépenses non alimentaires pour satisfaire leurs besoins alimentaires, les plaçant ainsi en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

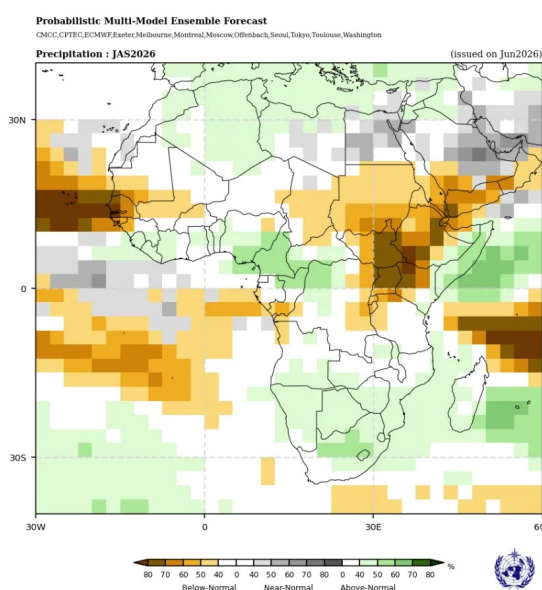
Suppositions clés sur les conditions atypiques de sécurité alimentaire soutenant le scénario le plus probable jusqu'au janvier 2027

- **L'insécurité volatile devrait se poursuivre et s'intensifier jusqu'en janvier 2027**, avec un niveau des incidents similaire ou supérieur à celui de 2025 en raison de l'expansion des groupes armés et de l'intensification des offensives militaires. Cela se traduira par des attaques isolées des groupes armés à travers le pays ciblant de plus en plus les infrastructures économiques et les unités industrielles, notamment dans le sud du Mali, ainsi qu'une intensification des opérations militaires au centre et au nord. Ces perturbations sécuritaires entraîneront des déplacements de population, particulièrement dans les régions de Kidal, Gao, Kayes, Nioro, Nara, San et Ségou.
- **Les échanges transfrontaliers régionaux, notamment dans la zone du Liptako-Gourma, devraient rester fortement limités** en raison de l'escalade des conflits. L'insécurité et les restrictions commerciales — telle que l'interdiction de sortie des céréales — devraient également réduire les échanges et amplifier les flux informels déjà importants, devenus de plus en plus coûteux du fait des taxes informelles et des paiements illicites imposés par les groupes armés. À Kidal, les échanges transfrontaliers avec l'Algérie devraient rester extrêmement limités et marginaux jusqu'en janvier 2027.

- **La persistance des perturbations de flux commerciaux notamment le carburant** sur les principaux

Figure 2

Prévisions pluviométrique juillet-septembre 2026



corridors d'importation du pays à cause des attaques intermittentes du JNIM et la tentative de blocus de Bamako **devraient se poursuivre mais à une intensité inférieure au niveau d'avril 2026**. La hausse de prix du carburant et les perturbations sur les axes vers Bamako continueront à renchérir les coûts des productions industrielles et agricoles et des coûts du transport, limitant ainsi les approvisionnements.

- **L'approvisionnement du pays en denrées alimentaires et de première nécessité restera inférieur à celui d'une année typique** à cause des impacts de l'insécurité aggravés par les prix élevés du **transport** et de la dégradation saisonnière des routes. Dans les régions de Kidal et de Ménaka, la baisse sera plus marquée à cause des difficultés énormes d'accès physique aux marchés et aux restrictions de la mobilité dans ces régions.
- **Des conditions pluviométriques inférieures à la moyenne sont attendues entre juillet et septembre dans le sud et centre du pays**, avec un démarrage normal à tardif au centre et à l'ouest du pays (Figure 2). De septembre à novembre, la pluviométrie est estimée moyenne dans le pays.
- **Une baisse des productions agricoles en octobre est probable dans certaines zones du sud et de l'ouest du pays** à cause des perspectives pluviométriques inférieures à la moyenne, des contraintes persistantes d'insécurité et d'accès aux intrants agricoles (engrais, pesticides). Cependant, une prévision de hausse de 4,1 pour cent de la production céréalière par rapport à celle de l'année dernière est attendue selon le Plan de campagne du service d'agriculture.
- **Face au déficit pluviométrique attendu dans les grandes zones de production au sud, une baisse des offres de céréales sur les marchés serait probable** pour les ménages agricoles à cause de la rétention des stocks attendue. Cette baisse va entraîner des prix des produits alimentaires supérieurs à la moyenne quinquennale durant la période de juillet à octobre 2026.
- **Une baisse des productions animales par rapport à une année typique sera observée dans les régions du centre et du nord du pays** en raison de la réduction de la taille des troupeaux liée aux **vols/enlèvements** et aux ventes excessives de bétail. Toutefois, grâce à la reconstitution saisonnière moyenne des conditions d'élevage à partir de juin, une reprise moyenne des productions dans le pays est attendue jusqu'en janvier. À Kidal et Ménaka, à cause de ces perturbations, les revenus pastoraux seront fortement en baisse.
- **Les prix des céréales** devront connaître leur hausse saisonnière et seront **similaires à supérieurs à la moyenne quinquennale** dans le pays en raison de la faiblesse des stocks de report, du coût élevé de production et du transport et, aussi des difficultés d'accès à certaines zones de production. Dans les zones d'insécurité, particulièrement à Gao, Kidal et Ménaka, la baisse des offres liée aux difficultés d'approvisionnement, voire aux ruptures consécutives à l'insécurité, contribuera à maintenir les prix des denrées alimentaires supérieurs à nettement supérieurs à la moyenne quinquennale.
- En dépit du nombre important de départs des bras valides vers les pays voisins tels que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Niger et l'Algérie, **les revenus des ménages de la migration seront inférieurs à la moyenne en particulier dans les zones d'insécurité** en raison des conditions économiques difficiles dans les zones d'accueil et les difficultés d'envois de transferts.
- **L'économie malienne demeurera résiliente avec une croissance économique attendue de 5,5 pour cent en 2026** contre 4,9 pour cent en 2025 selon le Fonds monétaire international (**FMI**). La croissance serait soutenue par le secteur minier et des mesures de redressement économique. Toutefois, des risques pèseront, comme la reprise du blocus des axes de transport, la persistance de la crise de l'électricité, la volatilité des prix des matières premières, les chocs climatiques et l'escalade au Moyen-Orient (**FMI, Banque mondiale, BAD**). Malgré une inflation globale modérée, le pouvoir d'achat et l'accès aux aliments des ménages pauvres resteront fortement dégradés.

Assistance alimentaire humanitaire

- L'assistance alimentaire mensuelle principalement sous forme de bon d'achat (voucher), en nature et de cash

transfert de la part du gouvernement et des partenaires humanitaires en cours s'intensifiera de juin à septembre qui correspond à la période de soudure agropastorale. Le plan national de réponse harmonisé prévoit une assistance alimentaire à **1,89 million** de personnes à travers tout le pays avec des rations couvrant au moins 50 pour cent des besoins énergétiques dans les zones de priorité, les zones d'insécurité du centre et du nord du pays. Cependant, les effets combinés de la faible mobilisation des financements (7 pour cent) et les difficultés d'accès humanitaire particulièrement dans les régions de Kidal, Ménaka et de Gao entraîneront probablement une **réduction du niveau de couverture** des besoins ou du nombre de personnes.

Résultats projetés de l'insécurité alimentaire aiguë jusqu'au janvier 2027

Dans les régions de Ménaka et Kidal, l'insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) en cours devrait se poursuivre jusqu'en septembre 2026. La consommation alimentaire fortement dégradée avec des écarts importants se maintiendra en cette période de soudure. Cette situation s'explique par des difficultés énormes d'accès aux aliments consécutives à la baisse importante des revenus, des prix élevés des aliments liés à la baisse importante des flux des denrées et du bétail due au dysfonctionnement des marchés. Les restrictions des mouvements de personnes plus marquées à Kidal en raison des frappes aériennes de l'armée et les repressions des groupes armés limiteront l'accès des ménages aux produits de cueillette et aux productions animales. Les écarts importants de consommation alimentaire dans ces deux régions aggravent les niveaux de malnutrition durant cette période de soudure. Les ménages déplacés qui sont dépendants de la solidarité locale se retrouveront en Urgence (Phase 4 de l'IPC) ou pire.

D'octobre à janvier 2027, l'insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) se maintiendra dans la région de Kidal, tandis qu'une amélioration en Crise (Phase 3 de l'IPC) sera observée à Ménaka. A Kidal, les pertes de bétail, les ventes de détresse et les perturbations de la transhumance ont réduit la disponibilité et l'accessibilité aux productions animales, créant d'importants écarts de consommation qui limiteront l'amélioration saisonnière. Comme la cueillette n'améliorera que très peu la consommation alimentaire nettement dégradée, les ménages continueront d'adopter des stratégies de consommation notamment la réduction de volume et du nombre de repas. Des ventes excessives de bétail surviendront également dans un contexte des activités économiques considérablement réduites, de dysfonctionnement énorme des marchés voire leur arrêt et de l'assistance humanitaire suspendue. La baisse saisonnière des prix et la disponibilité des récoltes, des produits animaliers et de cueillette à Ménaka, inférieure à une année typique, engendreront l'amélioration saisonnière de la consommation alimentaire. En dépit de la réduction des écarts de consommation alimentaire, les ménages pauvres continueront à recourir tant aux stratégies de consommation (la réduction de volume et de nombre de repas) qu'aux stratégies d'adaptation négatives (les ventes excessives de bétail en raison de la baisse importante des activités économiques et des prix élevés des denrées alimentaires).

Dans les zones d'insécurité du Liptako Gourma, la situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) persistera jusqu'en septembre 2026, en raison de la soudure agropastorale précoce dans un contexte économique fortement perturbé, ce qui réduit significativement les revenus et l'accès des ménages à l'alimentation et le recours aux stratégies d'adaptation corrosives. La consommation alimentaire restera fortement détériorée, avec une dégradation importante de moyens d'existence. Les ménages pauvres devront faire face à des difficultés énormes d'accès aux aliments qui engendreront un recours aux stratégies de consommation de réduction du volume et de la qualité des repas, et de stratégies d'adaptation des ventes de biens/équipements productifs, des ventes inhabituelles de bétail et d'emprunts en nature et en espèce et aussi de la consommation accrue de produits de cueillette. **A partir d'octobre, avec les récoltes, les ménages pauvres de la zone se retrouveront en Stress (Phase 2 de l'IPC).** En plus de la propre production, les rémunérations en nature et la baisse des prix sur les marchés amélioreront l'accès des ménages aux céréales de base ; ce qui contribuera à améliorer leur consommation alimentaire jusqu'en janvier 2027.

Une faible proportion des ménages dans ces zones, notamment les ménages déplacés pauvres et réfugiés, qui n'ont plus accès aux sources habituelles de revenus et de nourriture, dépendants de l'assistance humanitaire en baisse, se maintiendront en insécurité alimentaire de **Stress (Phase 2 de l'IPC) à Crise (Phase 3 de l'IPC) de juin à janvier 2027.**

Dans les autres zones d'insécurité, les résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) persistera jusqu'en janvier

2027. De juin à septembre, pendant la soudure, la baisse des revenus et la forte dépendance aux marchés accentueront les difficultés d'accès alimentaire, entraînant une dégradation saisonnière plus marquée de la consommation. Les ménages auront des déficits de consommation, avec la réduction de la quantité et de la qualité des aliments, et recourront à l'intensification des activités de main d'œuvre agricole, les envois des migrants, les emprunts en nature ou en espèce auprès de la communauté et commerçants, la vente inhabituelle de bétail et des biens et la réduction des dépenses non alimentaires. À partir d'octobre, la situation alimentaire s'améliora grâce à la disponibilité des récoltes, des produits maraîchers bien que faible par rapport à la moyenne et à la baisse saisonnière des prix des céréales de base. Toutefois, la forte dégradation des moyens d'existence dans un environnement économique toujours perturbé et la persistance des impacts de l'insécurité ne permettra pas aux ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir aux stratégies d'adaptation négatives.

Dans les centres urbains principalement dans les capitales régionales, l'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) se maintiendra jusqu'en janvier 2027, avec une augmentation du nombre de personnes en Crise (Phase 3 de l'IPC) de juin à septembre.

La baisse de revenus des ménages dans les centres urbains à cause des effets combinés de l'électricité, du carburant et de l'insécurité, engendrera un recours atypique aux activités de main d'œuvre, aux emprunts, à la solidarité locale et à la réduction des dépenses non alimentaires pour accéder aux aliments. Une faible proportion de ménages très pauvres et de déplacés restera en Crise (Phase 3 de l'IPC), jusqu'en janvier 2027 à cause de la baisse de leur pouvoir d'achat qui les amène à recourir aux stratégies d'adaptation de réduction des dépenses alimentaires et de vente de biens/équipements.

Dans les zones agricoles du sud, l'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) devrait se poursuivre jusqu'en janvier 2027

grâce à la disponibilité de stocks et aux prix inférieurs à similaires à la moyenne quinquennale. Toutefois, la hausse du coût de la vie liée aux effets combinés des crises d'insécurité, d'électricité et de carburant engendrera une détérioration plus marquée de la consommation alimentaire pour les ménages plus pauvres qui auront alors recours à l'intensification atypique de la main-d'œuvre et à l'exploitation forestière.

Annexe 1 : Principales sources de preuves utilisées dans cette analyse

Preuves	Source	Format des données	Éléments d'analyse de la sécurité alimentaire
Profils de moyens d'existence	FEWS NET	Qualitatives	Sources typiques de nourriture et de revenus par zone de moyens d'existence
Sécurité Dynamiques de sécurité	Africa Eye , Cluster de protection , ACLED, et sources médiatiques	Qualitatives	Mesures sécuritaires et dynamiques de conflit
Echo des régions	Cluster sécurité alimentaire	Quantitatives/qualitatives	Mis à jour sur l'accès humanitaire, la situation sécuritaire, et les prix de carburant et denrées alimentaire
Situation sur les réfugiés	Flash info d' UNHCR 02 juin, UNHCR 18 juin	Quantitatives/qualitatives	Evolution de la situation des réfugiés et leur nombre dans la région de Bandiagara et effectif des nouveaux réfugiés burkinabè à Koro
Prévisions saisonnières	NOAA/PRESASS / WMO	Quantitatives/qualitatives	Prévision de cumul pluviométrique de juin à septembre 2026
Cultures de contre-saison	Cluster sécurité alimentaire	Qualitatives	Appréciation des productions des cultures de contre-saison

Preuves	Source	Format des données	Éléments d'analyse de la sécurité alimentaire
Assistance humanitaire	OCHA	Qualitatives	Contraintes dans la mise en œuvre des assistances humanitaires au Mali après l'escalade d'insécurité
Financement humanitaire	OCHA	Quantitatives/qualitatives	Niveau de mobilisation des fonds humanitaires
Assistance humanitaire	CICR /PAM	Quantitative/qualitative	Nombre de personnes assistées par le PAM et le CICR
Projection de prix des céréales	FEWS NET, l'Agence de Veille et d'Alerte en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AVASAN)	Quantitatives	Tendance anticipée des prix et impacts sur l'accès aux aliments, les revenus et le pouvoir d'achat
Restrictions de mobilité	Timbuktu Institute , DW et sources médiatique	Qualitatives	Impact de la tentative de blocus des groupes armés sur le transport et réponse du gouvernement
Macroéconomie	Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale , Banque africaine de développement (BAD)	Quantitatives/qualitatives	Prévisions macroéconomiques et les risques pour l'économie malienne pour l'année 2026

Annexe 2 : Approche analytique de FEWS NET expliquée

L'alerte précoce en cas d'insécurité alimentaire aiguë nécessite de prévoir les résultats futurs plusieurs mois à l'avance afin de donner aux décideurs suffisamment de temps pour budgétiser, planifier et répondre aux crises humanitaires attendues. Toutefois, en raison des facteurs complexes et variables qui influencent l'insécurité alimentaire aiguë, il est impossible de faire des prévisions définitives. [Le développement de scénarios](#) est une méthodologie qui permet à FEWS NET de répondre aux besoins des décideurs en élaborant un scénario « le plus probable » du futur.

Les principes clés du processus d'élaboration de scénarios de FEWS NET incluent l'application du cadre de réduction des risques de catastrophe et une approche basée sur les moyens d'existence pour évaluer les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë. Le risque d'insécurité alimentaire aiguë d'un ménage dépend non seulement des dangers (comme une sécheresse), mais aussi de sa vulnérabilité face à ces dangers (par exemple, le niveau de dépendance à la production de cultures pluviales pour sa nourriture et ses revenus) et de sa capacité d'adaptation (qui prend en compte à la fois la capacité du ménage à faire face à un danger donné et le recours à des stratégies d'adaptation négatives qui nuisent à la résilience future). Pour évaluer ces facteurs, FEWS NET fonde cette analyse sur une solide compréhension approfondie des moyens d'existence locaux, qui sont les moyens par lesquels un ménage répond à ses besoins fondamentaux. Le processus d'élaboration de scénarios de FEWS NET prend également en compte le Cadre des moyens d'existence durables ; les Quatre dimensions de la sécurité alimentaire ; et le Cadre conceptuel de la nutrition de l'UNICEF, et est étroitement aligné sur le cadre analytique de [la Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire \(IPC\)](#).

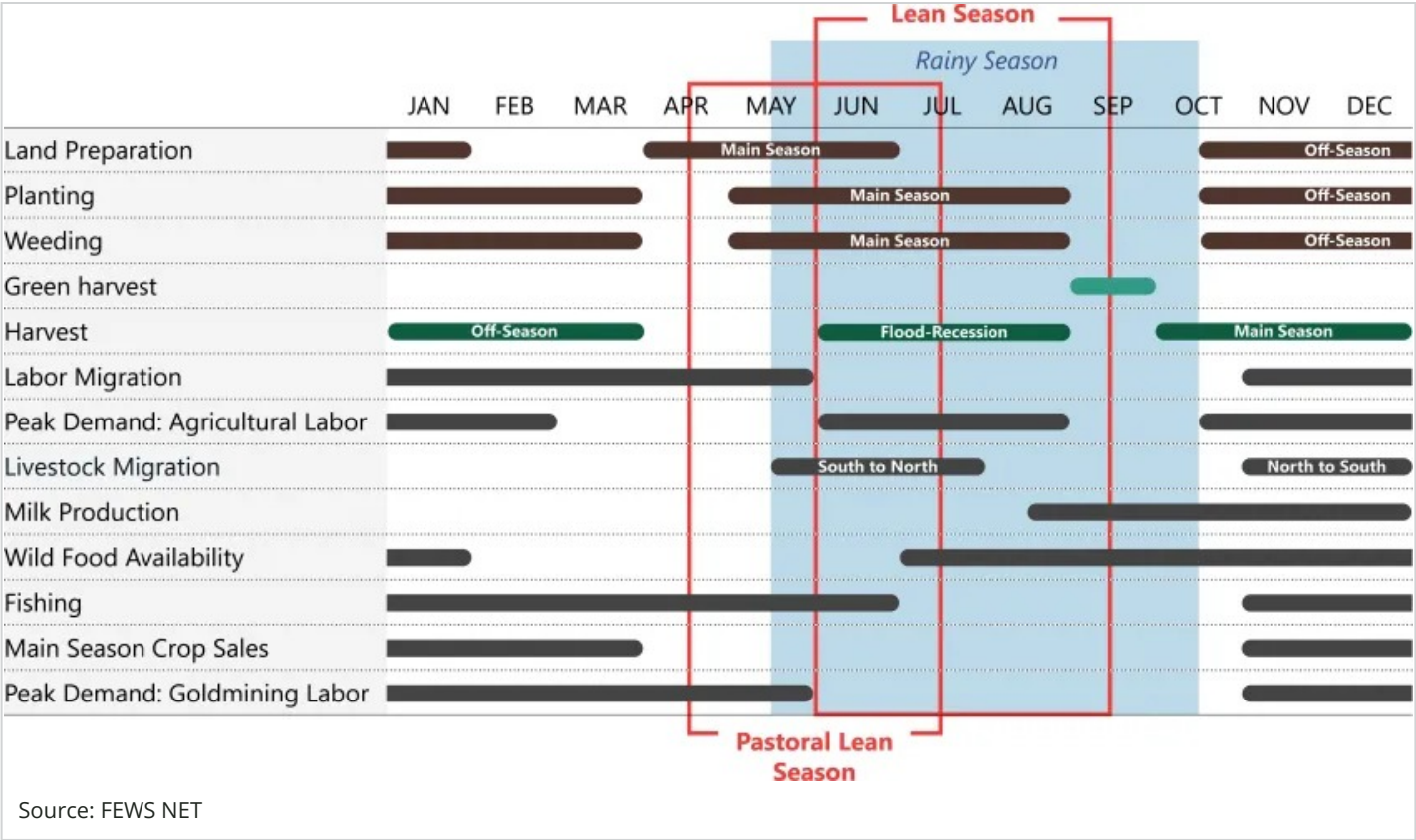
Comment FEWS NET analyse-t-il les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë ? FEWS NET évalue dans quelle mesure les ménages sont susceptibles de satisfaire leurs besoins caloriques minimaux. Cette analyse fait converger les preuves des conditions de sécurité alimentaire avec celles de la consommation alimentaire au niveau des ménages et de changement des moyens d'existence. FEWS NET prend également en compte les preuves disponibles sur l'état nutritionnel et la mortalité, en évaluant si celles-ci reflètent les impacts physiologiques de l'insécurité alimentaire aiguë. FEWS NET utilise [l'échelle de Classification intégrée de la sécurité alimentaire \(IPC\)](#) en cinq phases, mondialement reconnue, pour classer les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë. De plus, FEWS NET applique le symbole de « ! » pour désigner les zones où la Phase de l'IPC cartographiée serait probablement pire d'au moins une Phase sans les effets de l'assistance alimentaire humanitaire en cours.

Comment FEWS NET élabore-t-il ses suppositions clés pour le scénario le plus probable ? Une étape clé du processus d'élaboration de scénarios de FEWS NET consiste à développer des suppositions fondées sur des preuves sur les facteurs influencent les conditions de sécurité alimentaire. Cela inclut les dangers et anomalies susceptibles d'affecter l'évolution de l'alimentation et des revenus des ménages au cours de la période de projection, ainsi que les facteurs affectant l'état nutritionnel. FEWS NET développe également des suppositions sur les facteurs censés se comporter normalement. Ensemble, ces suppositions forment la base du scénario « le plus probable ».

Comment FEWS NET analyse-t-il les résultats projetés de l'insécurité alimentaire aiguë ? En utilisant les suppositions clés soutenant le scénario « le plus probable », FEWS NET projette les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë en évaluant l'évolution de la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins caloriques minimaux au fil du temps. FEWS NET fait converger les attentes concernant la trajectoire de la consommation alimentaire et les changements dans les moyens d'existence au niveau des ménages avec l'état nutritionnel et de la mortalité au niveau de la zone. FEWS NET classe alors les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë. Enfin, FEWS NET utilise le symbole de « ! » pour désigner les zones où la Phase de l'IPC serait probablement plus sévère d'au moins une Phase sans les effets de l'assistance alimentaire planifiée, qui devrait être financée et livrée.

Comment FEWS NET analyse-t-il l'assistance alimentaire humanitaire ? L'assistance alimentaire d'urgence (en nature, en espèces ou en vouchers) peut jouer un rôle clé dans l'atténuation de la sévérité de l'insécurité alimentaire aiguë. Les analystes de FEWS NET intègrent toujours les informations disponibles sur l'assistance, bien que ces informations varient considérablement selon les zones géographiques et au fil du temps. Conformément aux protocoles IPC, FEWS NET utilise les meilleures informations disponibles pour évaluer où l'assistance est « significative » (définie par au moins 25 pour cent des ménages dans une zone donnée recevant au moins 25 pour cent de leurs besoins caloriques grâce à l'assistance). En outre, FEWS NET analyse les impacts probables de l'assistance sur la sévérité des résultats, comme détaillé dans les orientations de FEWS NET sur [L'intégration de l'assistance alimentaire humanitaire dans l'élaboration de scénarios](#).

Annexe 3 : Calendrier saisonnier



Annex 4 : Événements qui pourraient changer les résultats projetés de l'insécurité alimentaire aiguë

Même si les projections de FEWS NET se concentrent sur le scénario « le plus probable », **il existe toujours un certain degré d'incertitude** dans les prévisions à long terme. Cela signifie que les conditions de la sécurité alimentaire et leurs impacts sur les résultats aigus de la sécurité alimentaire peuvent évoluer différemment de ce qui était initialement prévu. FEWS NET publie des mises à jour mensuelles de ses projections, mais les décideurs ont besoin d'informations préalables sur cette incertitude et d'une explication des raisons pour lesquelles les choses peuvent se dérouler différemment de ce qui était prévu. En tant que tel, la dernière étape du processus d'élaboration de scénarios de FEWS NET consiste à identifier brièvement les événements clés qui aboutiraient à **un scénario alternatif crédible** et modifieraient considérablement les résultats projetés. FEWS NET considère uniquement les scénarios qui ont une chance raisonnable de se produire.

National

L'aggravation des impacts combinés de l'insécurité sur l'approvisionnement du pays

Impact probable sur les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë : Une dégradation imprévue de la situation sécuritaire ou une intensification des perturbations des flux commerciaux y compris pour le carburant au-delà du niveau actuel accentuerait davantage les difficultés d'approvisionnement du pays en denrées de première nécessité. Cette situation affecterait particulièrement les produits importés conduisant ainsi un niveau élevé et soutenu des prix des transports et des denrées alimentaires. Une augmentation du nombre de personnes en besoin classés en Crise (Phase 3 de l'IPC) ou pire dans les régions du sud affectées par la forte réduction d'approvisionnement, et même un passage de Minimale (Phase 1 de l'IPC) à Stress (Phase 2 de l'IPC) pour les zones très affectées par l'insécurité et les conflits, pendant cette période de soudure au nord de Ségou, San, Diéma (région de Nioro) et Mopti, serait probable. La disponibilité alimentaire dans le pays, en dépit des récoltes à partir d'octobre, sera réduite en raison des perturbations des flux nationaux et importés consécutives aux tentatives de blocus, aux coûts élevés du transport et le délai de transport plus grand. La hausse des prix des denrées alimentaires qui en résulterait face à des revenus en baisse en raison de la baisse importante des activités économiques et de la mobilité des personnes et des biens, réduira plus qu'actuellement l'accès des ménages pauvres aux aliments. Toutefois, dans les zones rurales, les récoltes à partir d'octobre suivies de la baisse saisonnière des prix atténueront les difficultés d'accès aux aliments, tandis que les ménages urbains dépendants exclusivement du marché continueront de ressentir les séquelles de cette situation jusqu'en janvier 2027.

Un déficit pluviométrique plus sévère que prévu

Impact probable sur les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë : Bien qu'un déficit de pluies soit attendu dans les zones agricoles du pays, un déficit plus sévère et étendu, touchant les zones pastorales du nord du pays en plus des zones agricoles du centre et du sud dégraderait davantage les perspectives de productions agropastorales à partir de juillet-août. En anticipation aux récoltes inférieures à la normale, les grands producteurs pourraient retenir une partie de leurs stocks, réduisant ainsi l'offre sur les marchés. La baisse saisonnière plus marquée des offres sur les marchés de juillet à octobre liée à cette situation entraînera une hausse plus significative des prix des céréales ; ce qui réduira davantage l'accès des ménages pauvres aux marchés. Pour les zones pastorales, le déficit de production de pâturages entraînera une baisse plus marquée des productions animales voire des pertes inhabituelles de bétail. Ainsi, une détérioration probable de la situation de Minimale (Phase 1 de l'IPC) à Stress (Phase 2 de l'IPC) dans les zones agricoles ou une augmentation du nombre de personnes en Crise (Phase 3 de l'IPC) à pire sera observée dans les centres urbains et les zones actuellement en une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) à Urgence (Phase 4 de l'IPC) dans le pays.

Régions de Kidal et Ménaka

L'intensification des conflits

Impact probable sur les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë : Dans la perspective d'intensification du conflit au-delà du niveau actuel dans les régions de Kidal et Ménaka, les perturbations énormes sur les activités économiques, l'approvisionnement des marchés, réduiront plus que prévu les capacités des ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires et les assistances humanitaires. Les déplacements de populations qui

se poursuivent particulièrement dans la région de Kidal et la rupture des circuits d'approvisionnement des marchés contribueront à une détérioration plus marquée des moyens d'existence des ménages et des écarts de consommation alimentaire plus élevés. Ainsi, la situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) se maintiendra aussi bien à Kidal qu'à Ménaka avec une hausse du nombre de personnes en situation de Catastrophe (Phase 5 de l'IPC) jusqu'en janvier 2027.

Zones agropastorales à l'ouest et au sud du pays

L'intensification des conflits

Impact probable sur les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë : Toute intensification des attaques par les groupes armés en cette période d'installation de la campagne agricole dans ces zones agricoles contribuera à perturber les activités agropastorales en cours, le fonctionnement des marchés, réduire les opportunités de revenus et la mobilité des populations ; ce qui réduira davantage les capacités des ménages pauvres à satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires. Les répressions contre les populations civiles, les pillages de biens/équipements, par les groupes armés en réaction à l'intensification des opérations militaires de sécurisation engendreront des déplacements de populations et une dégradation marquée des moyens d'existence des ménages. Ainsi, une détérioration probable de la situation sera observée, passant des résultats de Minimale (Phase 1 de l'IPC) à Stress (Phase 2 de l'IPC) ou se traduisant par une augmentation du nombre de personnes en Crise (Phase 3 de l'IPC).

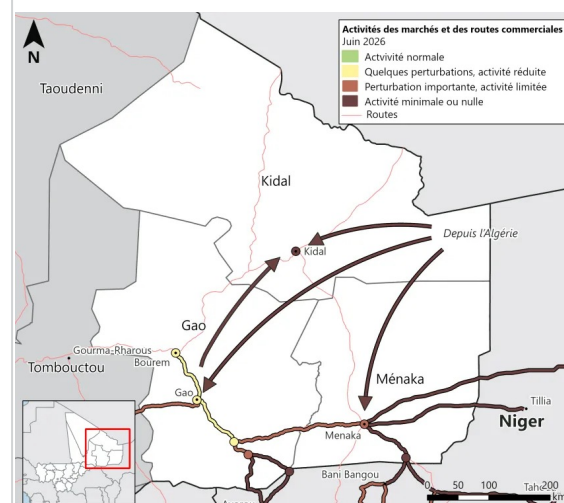
Annexe 5 : Un examen plus approfondi des impacts différenciés de l'escalade de conflit à Kidal et à Ménaka

À Kidal et Ménaka, l'insécurité s'est aggravée dans un contexte de l'escalade des incidents sécuritaires dans le pays après les attaques coordonnées entre le JNIM et le FLA dans les régions de Kidal, Gao, Mopti et les villes de Kati et de Bamako contre les positions militaires le **25 avril 2026**. Dans la région de Kidal, les groupes armés restent présents dans les villes de Kidal et de Tessalit après le retrait stratégique de l'armée et de ses alliées d'Africa Corps. Une tentative similaire par l'EIGS à Ménaka a été rapidement neutralisée par l'armée en début mai 2026. Dans les régions de Kidal et Ménaka, le **renforcement** de la surveillance militaire suivi de bombardements aériens se poursuit afin de réduire les capacités des groupes armés et limiter les infiltrations notamment dans la bande frontalière avec l'Algérie. L'escalade récente de l'insécurité a fortement dégradé la sécurité alimentaire à Kidal et à Ménaka, mais ses effets sont plus sévères à Kidal, où la forte dépendance aux marchés et aux échanges avec l'Algérie limite davantage l'accès aux aliments et aux revenus. À Ménaka, la diversification des sources de subsistance ainsi que les récoltes et produits de cueillette attendus à partir d'octobre devraient permettre une amélioration saisonnière partielle malgré la persistance de difficultés importantes.

La récente escalade de l'insécurité dans les régions de Kidal et de Ménaka a entraîné des répercussions diverses sur les moyens d'existence, les marchés et les flux. À Kidal, zone essentiellement pastorale, entre environ 80 et 90 pour cent du revenu des ménages pauvres proviennent de l'élevage et du travail pastoral, tandis que plus de 80 pour cent de leur consommation alimentaire dépend des marchés. Cette forte dépendance s'appuie notamment sur les ventes de bétail et les importations de denrées alimentaires en provenance de l'Algérie. La dépendance de Kidal aux importations alimentaires en provenance d'Algérie et le recours prépondérant des ménages aux marchés pour leur consommation alimentaire exposent fortement la population aux perturbations des flux commerciaux et de l'approvisionnement des marchés, avec des conséquences directes sur l'accès à la nourriture. La région de Kidal est fortement liée aux échanges commerciaux venant d'Algérie notamment les pâtes alimentaires,

Figure 3

Fonctionnement des marchés et des routes commerciales à Kidal, Gao, et Ménaka



le lait en poudre, la semoule de blé, la farine, l'huile végétale, les dattes et le riz qui constituent les aliments de base de l'écrasante majorité des populations de la région. En plus, la principale source de carburant de la région de Kidal est l'Algérie. D'autres céréales comme le mil moins consommé à Kidal et le riz proviennent de Gao. Toutefois, les échanges commerciaux avec l'Algérie sont perturbés depuis 2025 en raison de l'insécurité, entraînant une réorganisation des circuits d'approvisionnement à travers Gao. Les importations continuent d'arriver d'Algérie, mais transitent désormais davantage par Gao, allongeant les délais et les difficultés d'approvisionnement de Kidal avant même les attaques d'avril 2026 (Figure 3).

A Kidal, l'insécurité à la suite d'avril perturbe fortement les circuits d'approvisionnement des marchés. Selon les informateurs clés, l'interruption des flux commerciaux à la suite des attaques ont entraîné l'arrêt de certains marchés et le **pillage** de boutiques. Les échanges commerciaux avec l'Algérie ont fortement baissé voire à l'arrêt, réduisant considérablement les disponibilités alimentaires dans la région. Par ailleurs, l'intensification des offensives militaires et des attaques des groupes armés a provoqué les départs de populations de la ville vers les campements à l'intérieur de la région, d'autres régions comme Gao et Ménaka, et des pays voisins d'Algérie et du Niger. Entre le 25 avril et le 10 mai 2026, selon OCHA, **2 045** personnes se seraient déplacées à Gao. Selon les informateurs, plus de 30 pour cent de la population de la ville aurait quitté la ville pour des zones plus calmes et les déplacements se poursuivaient. Les ménages qui restent sont ceux qui n'ont pas les moyens de payer le transport de plus en plus cher pour quitter la ville. Ces ménages dépendent de leurs stocks et de la solidarité locale, tandis que les pertes de bétail, de biens/équipements et d'activités économiques réduisent leur accès aux aliments. Par conséquent, la consommation alimentaire s'est fortement détériorée, les informateurs clés signalant que certains ménages réduisent ou sautent des repas afin de préserver leurs stocks alimentaires plus longtemps.

L'insécurité affecte directement les moyens d'existence pastoraux dans cette région, principale source de revenus pour la majorité des ménages, en provoquant un double choc : la baisse de la production animale, qui réduit l'accès à la nourriture et aux revenus, et la perturbation des ventes de bétail, qui restreint davantage les revenus des ménages. Cet élevage est fortement affecté par la recrudescence actuelle de l'insécurité qui a entraîné le déplacement des animaux des zones de pâturages habituels vers la frontière Algérienne créant un surpâturage. Cela augmente des risques de maladies animales, entraîne la baisse des productions animales et réduit l'accès des ménages aux productions animales. En plus, les ventes ont connu une chute importante selon les informateurs clés depuis les restrictions de mouvement vers l'Algérie, la première destination pour la vente de bétail de la région liées à l'escalade de la situation sécuritaire depuis le 25 avril 2026, occasionnant par conséquent la mévente. Par conséquent, l'accès des ménages pauvres à leurs principales sources de revenus est également fortement limité dans un contexte de hausse des prix et de dysfonctionnement des marchés.

À Ménaka, en tant que zone agropastorale, les ménages disposent de sources de nourriture et de revenus plus diversifiées que ceux de Kidal. Entre 20 et 40 pour cent des revenus des ménages proviennent du bétail et du travail pastoral, tandis qu'environ 10 pour cent sont issus de l'agriculture et du travail agricole. La consommation alimentaire provient des marchés pour 40 à 50 pour cent et entre 20 et 40 pour cent de la cueillette et de la propre production. Avec l'escalade de l'insécurité à Ménaka en 2023, plus de 20 pour cent de la population, notamment des déplacés et des ménages pauvres en milieu urbain, dépendent de leurs réserves alimentaires. Ils réduisent leur consommation pour faire durer ces stocks, comptent sur la solidarité encore disponible des ménages aisés, et recourent à des ventes inhabituelles de bétail pouvant aller jusqu'à la décapitalisation, tandis que leurs moyens d'existence restent fortement dégradés. À Ménaka, les ménages pauvres disposent des possibilités complémentaires grâce à la cueillette des produits sauvages et à la production agricole. Cette diversification réduit leur dépendance aux marchés et constitue une source additionnelle de nourriture, particulièrement pendant la période post-récolte.

À Ménaka, la persistance de l'insécurité perturbe les activités économiques, agricoles et pastorales, ainsi que les échanges, ce qui réduit l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires provenant principalement de Gao et du Niger voire d'Algérie. L'insécurité continue de perturber les ventes de bétail, les mouvements des animaux limitant ainsi l'accès des ménages aux revenus et aux productions animales, dans ce contexte de prix des aliments de base supérieurs à la moyenne quinquennale. Les prix élevés et les revenus en forte baisse limitent l'accès des ménages aux aliments. Plus de 20 pour cent de la population connaît une baisse importante de leurs avoirs et se retrouve dans un état de dénuement particulièrement pour les déplacés. Contrairement à Kidal, où les perturbations

sécuritaires ont fortement compromis le fonctionnement des marchés, les flux commerciaux à Ménaka, bien qu'en baisse, demeurent toutefois plus fonctionnels grâce à la poursuite des circuits d'approvisionnement avec Ansongo, Gao et le Niger. Ainsi, malgré des volumes d'échanges limités, les denrées alimentaires restent disponibles sur les marchés, mais à des prix élevés.

Dans les deux régions, les restrictions d'accès limitent fortement la capacité de l'assistance humanitaire à atténuer les déficits alimentaires, conduisant les ménages à dépendre de plus en plus de la solidarité locale pour une période limitée avant l'épuisement total de leurs actifs. Un recours atypique à la décapitalisation du bétail et à la mendicité pour atténuer les déficits importants de consommation alimentaire est observé ; ce qui aggraverait la détérioration saisonnière de la situation nutritionnelle. Les difficultés seront plus marquées pour les ménages de Kidal qui connaissent de façon plus aiguë les impacts de l'escalade de l'insécurité qui ont perturbés les activités économiques, la mobilité des populations nomades très limitée et les assistances humanitaires suspendues.

Les régions de Kidal et de Ménaka connaissent actuellement des résultats d'Urgence (Phase 4 de l'IPC), soutenus par des déficits importants de consommation alimentaire et une forte dégradation des moyens d'existence liée à l'insécurité persistante. À partir d'octobre, une amélioration vers des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) est attendue à Ménaka grâce à l'accès aux récoltes de mil, aux produits de cueillette, à la baisse saisonnière des prix et au maintien, bien que limité, des approvisionnements des marchés. Toutefois, cette amélioration restera contrainte par la persistance de l'insécurité, la faiblesse des revenus et l'érosion continue des moyens d'existence. À Kidal, en revanche, les impacts de l'insécurité devraient demeurer plus sévères. La forte dépendance des ménages aux marchés et au pastoralisme, la baisse importante voire l'arrêt des approvisionnements commerciaux, et l'isolement croissant de la région devraient empêcher toute amélioration significative, maintenant des résultats d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) jusqu'en janvier 2027. Malgré l'amélioration attendue à Ménaka, tant les résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) que d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) traduisent une insécurité alimentaire aiguë sévère et des besoins persistants d'assistance humanitaire urgente pour protéger la consommation alimentaire et les moyens d'existence des ménages.

Annexe 6 : Analyse des résultats de l'Analyse de l'économie des ménages (HEA) du FEWS NET

Afin d'éclairer les Perspectives de sécurité alimentaire (Food Security Outlook, FSO) du FEWS NET pour la période de juin 2026 à janvier 2027 au Mali, le FEWS NET a réalisé une Analyse des résultats de l'Analyse de l'économie des ménages (HEA Outcome Analysis, OA), évaluant comment l'accès à la nourriture et aux revenus monétaires sera affecté par les chocs en cours et anticipés. L'HEA OA est l'un des six indicateurs directs des résultats de consommation alimentaire figurant dans [le tableau de référence de l'IPC sur l'insécurité alimentaire aiguë](#) et est utilisé dans l'approche de convergence des preuves du FEWS NET. Il s'agit du seul indicateur de résultats fournissant des preuves sur les résultats futurs. FEWS NET prend en compte deux principaux facteurs pour évaluer la fiabilité des résultats de l'HEA OA en tant que preuve directe de la consommation alimentaire :

- La précision probable des spécifications du problème, qui dépend largement de la disponibilité d'informations crédibles permettant d'estimer ou de déduire les principales sources de nourriture et de revenus.
- La pertinence de la situation de référence des moyens d'existence par rapport à la situation actuelle, laquelle est souvent – mais pas toujours – liée à l'ancienneté de cette situation de référence.

FEWS NET estime que les informations disponibles pour élaborer les spécifications du problème pour la zone centre élevage, mil et transferts (ML04) en Ménaka, Mali étaient suffisantes mais présentaient certaines lacunes. L'année de référence pour la zone centre élevage, mil et transferts (ML04) en Ménaka, Mali est octobre 2019 – septembre 2020, et le FEWS NET estime que la pertinence de l'année de référence actuelle est élevée. Sur la base de ces facteurs, FEWS NET a une confiance modérée dans le fait que les résultats de l'HEA OA présentent fidèlement l'ampleur des déficits de consommation alimentaire subis par le groupe de population analysé.

Spécifications du problème :

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu général des spécifications du problème (PS) relatives aux quantités et aux prix qui sous-tendent l'HEA OA. Une PS traduit un choc en conséquence pour la sécurité alimentaire au niveau des

ménages à travers une supposition quantitative concernant la quantité et le prix des principales sources de nourriture et de revenus monétaires pendant la période de projection, par rapport aux niveaux documentés durant l'année de référence. Bien que l'OA attribue une estimation ponctuelle à chaque source clé de nourriture et de revenus monétaires (par exemple : maïs, blé, riz), l'annexe résume ces estimations ponctuelles en catégories plus larges (par exemple : principales céréales de base) et en fourchettes approximatives afin de fournir un résumé de haut niveau.

Résultats :

À la suite du tableau des PS, deux ensembles de résultats de l'OA sont présentés. Les résultats annuels sont présentés sous forme de graphiques comportant trois barres. La première barre (à gauche) montre l'importance relative des différentes sources de nourriture et de revenus monétaires durant l'année de référence (une année typique). La deuxième barre (au milieu) montre les sources de nourriture et de revenus monétaires disponibles durant l'année d'analyse, après prise en compte de l'impact des chocs et de la capacité d'adaptation des ménages. Ces résultats sont comparés à deux seuils figurant dans la troisième barre : le Seuil de survie et le Seuil de protection des moyens d'existence. Les résultats saisonniers sont présentés dans un graphique comportant plusieurs barres montrant les résultats mois par mois pour l'année de consommation. C'est à partir de ces résultats que le FEWS NET établit les projections des résultats d'insécurité alimentaire aiguë sur la période de huit mois couverts par le FSO. Le Seuil de survie représente les coûts nécessaires pour couvrir les besoins alimentaires minimums (2 100 kilocalories par personne et par jour) ainsi que d'autres biens essentiels à la survie (par exemple : savon, sel, kérosène pour la cuisson, eau potable, etc.). Le Seuil de protection des moyens d'existence représente le coût du Seuil de survie auquel s'ajoutent les coûts nécessaires au maintien des moyens d'existence (par exemple : intrants productifs, santé et éducation).

Seuils de l'indicateur de résultats HEA OA associés aux phases de l'IPC				
Minimale (Phase 1 de l'IPC)	Stress (Phase 2 de l'IPC)	Crise (Phase 3 de l'IPC)	Urgence (Phase 4 de l'IPC)	Famine (Phase 5 de l'IPC)
Aucun déficit de protection des moyens d'existence	Déficit faible ou modéré de protection des moyens d'existence <80%	Déficit de protection des moyens d'existence ≥80% ; déficit de survie <20%	Déficit de survie ≥20% mais <50%	Déficit de survie ≥50%

Groupe de population : l'OA est généralement réalisée pour trois à quatre groupes de richesse constituant le groupe de population analysé, à savoir les ménages Très pauvres (VP), Pauvres (P), Moyens (M) et Aisés (BO).

Description du/des scénario(s) :

FEWS NET a réalisé une analyse des résultats pour deux zones de moyens d'existence. À titre illustratif, FEWS NET a choisi de présenter dans cette annexe les résultats de l'OA pour la zone d'élevage central, mil et transferts de fonds (ML04), car il s'agit d'une zone de grande préoccupation dans la région. Comme contribution à l'analyse de FSO, FEWS NET a mené une OA fondée sur le scénario le plus probable. Les PS ainsi que les résultats correspondants sont résumés ci-dessous.

Spécifications du problème :

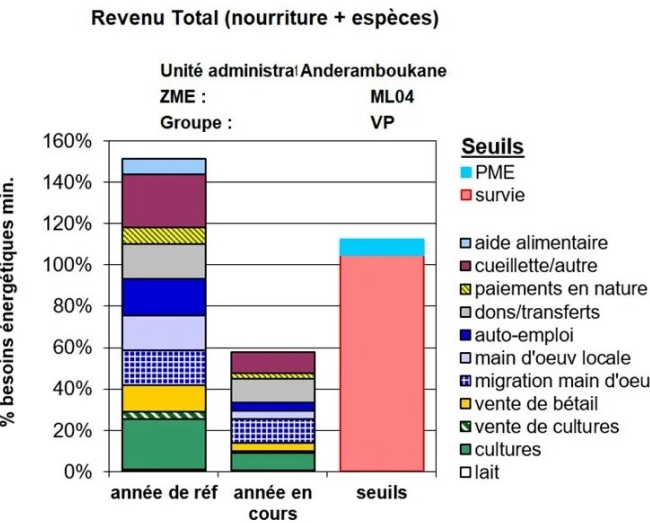
Source de nourriture ou de revenus	Spécifications du problème	Justification
Quantité produite ou collectée		

Source de nourriture ou de revenus	Spécifications du problème	Justification
Production agricole , y compris tous les paramètres clés spécifiques à la zone concernant les principales céréales de base, les légumineuses, les tubercules, les légumes, les fruits, etc.	Principales céréales de base – 26 à 50% Niébé – 26 à 50%	La baisse de production céréale est due à la baisse des superficies cultivées à cause des difficultés d'accès aux champs et aux déplacements de populations ; ce qui a réduit fortement les productions agricoles.
Production de bétail et de lait , y compris tous les paramètres clés spécifiques à la zone concernant les chameaux, les bovins, les moutons, les chèvres, etc.	Taille des troupeaux (chèvres et moutons) – 51 à 75%	Cette baisse de production est à cause des ventes excessives et les vols/enlèvements de bétail qui ont réduit la taille des troupeaux par rapport à une année typique particulièrement pour les pauvres avec décapitalisation pour certains. Les productions animales de lait, beurre, fromage ont été fortement réduite.
Autres sources de nourriture et de revenus , y compris le travail, le petit commerce, les dons/transferts, les aliments sauvages, la pêche, les filets de protection sociale habituels et autres	Travail agricole – 0 à 25% Travail dans la construction – 26 à 50 % Migration de travail – 101 à 125 % Travail indépendant – 26 à 50 % Petit commerce – 50 à 75 % Transferts de fonds – 101 à 125 %	Les perturbations des activités économiques liées à l'insécurité, le déplacement de populations et le départ des grands acteurs économiques hors de la zone ont réduit les opportunités d'emplois et de revenus dans la zone et ont augmenté la migration et le transfert de fonds.
Prix des articles vendus – sources de revenus		
Production agricole , y compris tous les paramètres clés spécifiques à la zone concernant les principales céréales de base, les légumineuses, les tubercules, les légumes, les fruits, etc.		La plupart des cultures ne sont pas vendues ; seules de petites quantités de millet et de légumes sont vendues les années typiques
Production de bétail et de lait , y compris tous les paramètres clés spécifiques à la zone concernant les chameaux, les bovins, les moutons, les chèvres, etc.	Chèvres – 75 à 100 % Moutons – 100 %	Les difficultés d'accès aux marchés de la zone ont réduit les demandes alors le prix des animaux ont baissé. Toutefois, la baisse des offres liées à la réduction de la taille des troupeaux a contribué à des prix similaires ou en légère baisse.

Source de nourriture ou de revenus	Spécifications du problème	Justification
Autres sources de nourriture et de revenus , y compris le travail, le petit commerce, les dons/transferts, les aliments sauvages, la pêche et autres	Travail agricole – 176 à 200 % Travail dans la construction – 151 à 175 % Migration de travail – 101 à 125 % Travail indépendant – 101 à 125 % Petit commerce – 101 à 125 % Transferts de fonds – 101 à 125 %	Les taux de rémunération et couts de main d'œuvre ont augmenté à cause de la baisse importante des opportunités d'emplois locales de revenus qui amène les ménages à rehausser le niveau des prix pour atténuer la baisse des revenus.
Prix des articles achetés – denrées alimentaires et articles non alimentaires de base		
Principales céréales de base et autres aliments de base (légumineuses, huiles, etc.)	Céréales de base (mil)– 226 à 250 % Céréales de base (riz)– 226 à 250 %	Les prix des céréales ont augmenté à cause de la baisse des offres des céréales de base à la suite des difficultés d'accès aux marchés liées à l'insécurité et la hausse des frais de transport.
Articles de protection des moyens d'existence constituant des paramètres clés, y compris tous les paramètres clés spécifiques à la zone concernant les intrants agricoles, la santé, l'éducation et autres	Intrants – 101 à 125% Éducation et santé – 101 à 125% Autres – 101 à 125%	La hausse des prix de ces articles est due au dysfonctionnement des circuits d'approvisionnement et les difficultés d'accès aux structures socio-sanitaires.
Inflation (évolution de l'inflation par rapport à l'année de référence)	Inflation – 101 à 125 %	

Résultats:

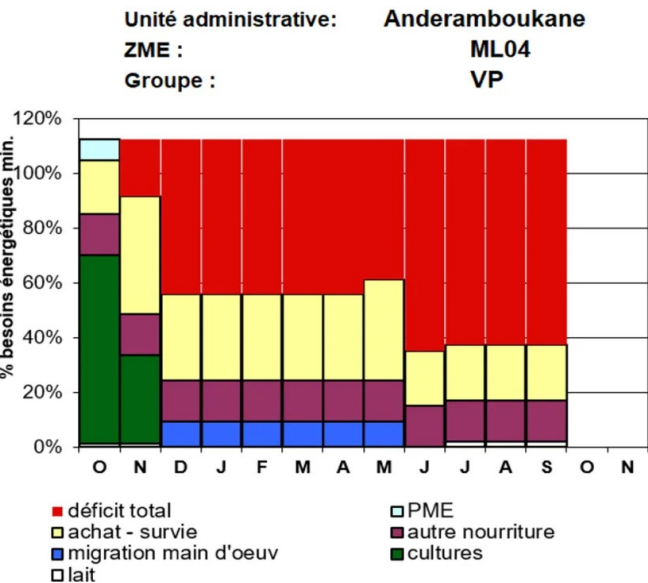
Résultats annuels de l'OA



Source: FEWS NET

Résultats saisonniers de l'OA

Dépenses saisonnières (Nourriture + revenu)



Source: FEWS NET

Citation recommandée: FEWS NET. Mali Perspectives sur la sécurité alimentaire Juin 2026 - Janvier 2027: Insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) persiste à Ménaka et Kidal, 2026.

* Les classifications de FEWS NET sont compatibles avec l'IPC. L'analyse compatible avec l'IPC suit les protocoles clés de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire. Depuis l'IPC 3.0, l'IPC n'évalue plus l'impact de l'assistance alimentaire sur la classification et ne cartographie donc plus (!). Cependant, FEWS NET continue de produire des cartes de la sécurité alimentaire incluant le (!), ainsi que des cartes compatibles avec l'IPC 3.0/3.1, qui incluent la cartographie des sacs d'aide pour la sécurité alimentaire. FEWS NET et l'IPC utilisent des méthodes différentes pour estimer la population totale ayant besoin d'une aide alimentaire humanitaire et évaluer le risque de famine. Pour en savoir plus, consultez le site www.fews.net/about.

¹ À partir de juin 2026, FEWS NET a commencé à utiliser le nouveau découpage administratif adopté par le gouvernement en juillet 2025 pour les cartes du pays. En conséquence, les nouvelles appellations des régions apparaîtront sur les cartes. Bien que l'analyse de FEWS NET sur la sécurité alimentaire n'ait pas changé, ce changement de délimitation administrative se traduit par des changements dans les classifications de phase au niveau des régions.

Perspectives sur la sécurité alimentaire

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).